

Les pays ACP dénoncent la baisse des droits de douane sur le marché européen de la banane

L'Union européenne, en conflit depuis de nombreuses années avec les pays latino-américains exportateurs de banane, a revu à la baisse – en juillet 2008, puis plus récemment au mois de février – ses droits de douane appliqués aux bananes d'Amérique du Sud. Ceux-ci devraient passer progressivement de 234 \$ par tonne actuellement à 150 \$ en 2019. Pour les représentants des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui disposent d'un accès préférentiel au marché européen, cette décision représente un risque potentiel pour l'avenir de leurs filières. Le 6 avril, à Bruxelles, le groupe « bananes » des pays ACP, qui refuse pour l'instant la proposition européenne, a déclaré que « *nous sommes très déçus par notre partenaire, la Commission européenne, parce qu'elle sacrifie le développement au profit de la libéralisation du commerce* ». Gerhard Hiwat, l'ambassadeur du Surinam qui préside le groupe, a ajouté que cette diminution des tarifs douaniers pourrait entraîner une perte de 350 millions d'euros pour les pays ACP. Ces derniers demandent par ailleurs une enveloppe financière pour adapter leurs conditions de production aux réductions successives du droit de douane. L'offre actuelle de la Commission européenne – 100 millions d'euros pour la période 2010-2013 – est jugée insuffisante par les ACP.

Vers la plus grande zone de libre-échange africaine

Le 8 avril à Lusaka, en Zambie, un sommet des trois communautés économiques régionales¹ de l'Afrique de l'Est et du Sud a cheminé vers l'établissement d'une zone de libre échange entre les trois entités sous-régionales. Ce nouveau bloc représenterait 58% de la richesse produite dans l'Union africaine et 57% de sa population, soit 527 millions de personnes. Cette initiative a émergé à Kigali, au Rwanda, en 2005 à l'occasion d'un sommet similaire. Depuis, les leaders de la région ont considérablement progressé dans les pourparlers si bien qu'ils envisagent d'élaborer, au cours du mois d'avril, une feuille de route décidant de la marche à suivre. Au delà de la libéralisation des échanges commerciaux, les pays de la zone devraient également décider de programmes communs pour le développement agricole et la sécurité alimentaire et s'entendre sur des positions à défendre dans le cadre des foras internationaux et multilatéraux.

La Commission européenne plaide pour plus d'aide au développement

Dans la foulée du sommet du G20, à Londres, qui a donné une impulsion nouvelle au système financier international (cf. [Lettre hebdo n° 251](#)), la Commission européenne a tenté de stimuler les engagements internes en faveur de l'aide au développement. Le 8 avril, José Manuel Barroso, le président de la Commission, et Louis Michel, le commissaire européen au développement, ont ainsi présenté une note sur les moyens dont dispose actuellement l'Union européenne pour répondre aux besoins des pays en développement. Le président de la Commission a encouragé les membres de l'UE à respecter leur engagement à consacrer 0,7% de leur Produit national brut (PNB) à l'aide internationale. En 2010, l'UE devrait dégager 69 milliards d'euros pour financer l'aide, soit 0,56 % de son PNB. « *La récession ne doit pas être et ne peut pas être un prétexte pour revenir sur nos promesses d'accroître l'aide aux pays en voie de développement, ces derniers étant les plus touchés par la crise économique alors qu'ils en sont les moins responsables* » a déclaré M. Barroso.

La FAO s'inquiète des perspectives dans le secteur agricole

Pour les experts de l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), il faut non seulement accroître le volume de l'aide au développement mais également favoriser son allocation vers les secteurs les plus sensibles. Aussi, dans une communication donnée le 6 avril, Jacques Diouf, le directeur général de la FAO, a souligné que « *le grand problème, c'est la baisse de la part de l'agriculture dans l'aide au développement qui est passée de 17 % en 1980 à 3 % en 2006* ». La FAO indique en effet qu'il faudra, d'ici quelques décennies, mobiliser les ressources nécessaires pour nourrir 3 milliards de personnes supplémentaires à l'échelle mondiale. Le directeur de la FAO s'est également interrogé sur la coexistence de différents systèmes d'exploitation agricole. « *Il faut qu'on invente un système qui permette aux agriculteurs des pays développés d'avoir des revenus comparables aux travailleurs du secteur secondaire et tertiaire. Il faut le même système pour les pays émergents avec des instruments économiques qui ne créent pas de distorsions entre les deux* » a-t-il déclaré, en annonçant qu'un groupe d'experts était actuellement en train de travailler sur le sujet dans la perspective d'un sommet mondial de l'alimentation à la fin de l'année 2009.

¹ La Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Comesa) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC).

Sources : AFP, BBC, Business Daily Africa, Les Echos, FAO, Reuters.